

COLLECTE DE DONNÉES SUR COVID-19 AU BURKINA FASO DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE DELVE

Rapport narratif n°1 sur les acteurs clés du secteur minier.

Le rapport suivant présente un résumé des enquêtes réalisées auprès des acteurs du secteur minier artisanal dont le travail porte généralement sur les questions minières depuis un village ou une ville.

Au 31 juin 2020, notre équipe présente au Burkina Faso a pu s'entretenir avec 8 acteurs sur les (minimum) 20 prévus à la fin de l'exercice. Ceci est dû principalement à la relative indisponibilité des acteurs, ceux-ci requérant une prise de rendez-vous en amont qui n'a pas toujours pu s'obtenir.

Démographie

1.1. Âge

L'âge moyen des interrogés est de 43 ans (de 28 à 61 ans).

1.2. Genre

62,5% d'hommes (5) pour 37,5% de femmes (3) interrogés.

1.3. Pays

Burkina Faso

1.4. Région sous-nationale (division administrative de premier niveau en dessous du pays)

Centre (4), Centre-Ouest (2), Sud-Ouest (1), Ouest (1).

1.5. District (ou équivalent au niveau administratif)

Ouagadougou (4), Réo et Koudougou (2), Gaoua (1), Bobodioulasso (1)

1.7. Pouvez-vous me dire ce qui décrit le mieux votre PRINCIPAL rôle dans l'exploitation minière ?

Agent d'Etat affilié au gouvernement (3), ONG (2), Société civile (1), Vendeur de marchandises (1), Syndicat des artisans miniers du Burkina Faso (1).

1.8 Depuis combien de temps travaillez-vous dans le secteur minier (cumulativement) ?

La durée moyenne est de 9 ans et 10 mois (et varie entre 12 mois – le vendeur- et 32 ans – représentant du syndicat des artisans miniers du Burkina Faso).

1.9 Plus haut niveau d'éducation atteint

62,5% Etudes Post secondaire (5), 12,5% Ecole secondaire inachevée (1), 12,5% Ecole primaire achevée (1), 12,5% Non alphabétisé (1).

Santé & Sécurité

1) Y a-t-il des cas COVID confirmés dans les zones minières ?

Aucun cas de COVID-19 n'a été reporté.

2) Dans quelle mesure les exploitants de l'EMAPE suivent-ils :

a. Les restrictions gouvernementales associées à la COVID

75% des interrogés déclarent que les exploitants respectent les restrictions gouvernementales.

b. Les meilleurs pratiques dans les exploitations visant à prévenir/limiter la propagation du virus COVID dans les zones minières

25% déclarent que de meilleures pratiques sont mises en place pour prévenir et limiter la propagation du virus.

Le vendeur de marchandises a quand à lui déclaré qu'à Bobodioulasso aucune mesure particulière n'est appliquée, car beaucoup de personnes n'y croient pas.

3) Quels sont les principaux besoins et lacunes qui résultent de la réponse COVID dans les zones communautaires de l'EMAPE ?

Il semble qu'il y ait des insuffisances dans la réponse et des mesures inappropriées au secteur de la MAPE.

Les interrogés reportent en effet une absence d'assistance pour la provision de matériel de protection (masque, dispositifs de lavage de main, gels) (100%) et une insuffisance de sensibilisation (50%).

Par ailleurs, plusieurs (25%) relèvent les besoins en dotation de produits de première nécessité et assistance alimentaire.

Genre

4) Y a-t-il eu des changements dans la participation et les rôles des hommes dans le secteur de l'EMAPE depuis le début de la COVID ? Qu'en est-il des femmes ? Si oui, quels changements ont été observés ?

La plupart (87,5%) reportent ne pas avoir observé de changements dans la participation et le rôle des hommes et des femmes.

1 acteur de la société civile (basé à Ouagadougou) relève qu'il y a eu des changements dans le volume de travail dû au fait que pendant le confinement beaucoup d'intrants qui venaient de la capitale ne pouvaient plus parvenir aux sites, ce qui a également joué (limité) sur la participation des femmes.

5) Y a-t-il des vulnérabilités ou des changements particuliers qui affectent davantage les femmes que les hommes ?

Les changements, généralement mentionnés comme étant liés à la fermeture des sites miniers ou réduction de l'activité, ont été reportés comme étant les mêmes pour les hommes et les femmes par 87,5% des interrogés (7 sur 8). Néanmoins, certains acteurs ont souligné que du fait de leur position habituellement inférieure dans le secteur, les femmes sont plus vulnérables à l'arrêt des activités, notamment car elles gagnent moins que les hommes.

Sécurité Humaine

6) Y a-t-il des signes d'insécurité grandissante dans les communautés minières EMAPE depuis le début de la COVID ?

Pour 62,5% (5), la situation sécuritaire n'a pas changé. 25% (2 acteurs) mentionnent même que l'insécurité a baissé du fait notamment des mesures de quarantaine et de couvre-feu, qui a réduit la mobilité.

Seul 1 agent d'Etat (à Ouagadougou) a mentionné l'apparition de conflits à Diébougou (région du Sud Ouest).

7) Quels sont les risques probables pour la sécurité et les conflits à mesure que la crise COVID-19 se poursuit ?

50% des interrogés notent un risque de banditisme accru (ex : vols, cambriolages sur les sites où de l'or est stocké du à la chute des prix), principalement du fait de la perte de revenus et accroissement de la pauvreté.

25% affirment qu'il existe un risque de troubles sociaux (ex révolte de la population à cause des mesures restrictives prises par l'Etat car il y a des personnes qui vivent au jour le jour.)

Sécurité Alimentaire

8) Y a-t-il des signes d'insécurité alimentaire grandissante dans les communautés minières EMAPE depuis le début de la COVID ?

50% ont répondu dans le sens d'une augmentation de l'insécurité alimentaire, tandis que l'autre moitié déclare ne pas avoir noté de changement.

a. Si oui, quels sont les principaux facteurs qui contribuent à l'augmentation de l'insécurité alimentaire ?

Parmi les raisons évoquées, il est à noter :

- l'épuisement des stocks de nourriture et les difficultés de ravitaillement et d'approvisionnement du fait du confinement et de la limitation des déplacements,
- la perte de revenus liée à la baisse d'activité,
- et la hausse de prix des denrées du fait de la fermeture des frontières.

9) Quels sont les risques probables pour la sécurité alimentaire à mesure que la crise COVID-19 se poursuit ?

- Plusieurs évoquent le risque de raréfaction des produits alimentaires dans certaines zones et même de rupture de fourniture en produits alimentaires du fait notamment de la réduction de la capacité de production agricole et l'indisponibilité de produits alimentaires sur les marchés.
- 25% évoquent également les risques de pillages ou de cambriolages des boutiques et magasins dans le cas où les prix flamberaient.
- Un acteur évoque la possibilité du développement d'actes de violence à l'encontre des restauratrices pour avoir accès à la nourriture.

Prestation de Services & Engagement du gouvernement

10) Comment le gouvernement répond-il aux nouveaux besoins des communautés EMAPE depuis le début de la crise COVID ? [Restrictions et Conseils concernant les Messages de Santé Publique, Insécurité Alimentaire, Sécurité, Économie]

Certains sites ont été fermés, et selon 75% des répondants, le gouvernement n'a rien entrepris pour répondre aux besoins des communautés minières (mis à part l'allègement des factures d'eau et d'électricité, mesure valable pour tous).

11) Comment les acteurs non gouvernementaux (OSC, Institutions Religieuses, ONG, Coopératives, etc.) répondent-ils aux besoins émergents des communautés EMAPE depuis le début de la crise COVID ?

La majorité des répondants (5 sur 8) déclarent qu'aucune organisation n'a entrepris des actions depuis le début de la crise.

3 autres répondants notent que certaines associations ont entrepris des actions de sensibilisation, dans la limite de leurs moyens (le syndicat des artisans miniers, dans les différentes régions pour le respect des mesures barrières ; ainsi qu'une OSC dans le Centre-Ouest).

12) Quelles lacunes existent dans la réponse des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux aux besoins des communautés EMAPE depuis le début de la crise COVID ?

- La majorité (5 sur 8) dénoncent l'inaction du gouvernement pour le secteur EMAPE, ainsi que l'échec de l'Etat à faire respecter les mesures prises au niveau national.
- En effet, un acteur relève que les mesures prises n'étaient pas ciblées spécifiquement pour les communautés EMAPE.
- De plus, un acteur dénonce le manque de moyens financiers mis à disposition des communes pour agir sur les sites.

Marchés & Chaînes d'Approvisionnement

13) Partager toute annonce de changement dans les zones de la chaîne d'approvisionnement des ressources minérales (ci-dessous) et expliquer si et comment la COVID-19 est directement ou indirectement liée aux changements constatés:

a: Exploitation des mines artisanales (état opérationnel, niveaux de production)

Selon la majorité des répondants (5 sur 8), le COVID-19 a impacté négativement l'état opérationnel (ralenti) et les niveaux de production. Un acteur a précisé (OSC) que l'indisponibilité des intrants devant venir de la capitale a impacté la production.

2 acteurs du Centre Ouest (Koudougou et Réo) mentionnent que les sites miniers de ces zones ont été fermés et les activités arrêtées.

Seul un acteur (agent d'Etat à Ouagadougou) déclare une absence d'incidence majeure.

i. Comment diriez-vous que le niveau de l'activité minière se compare par rapport à celui d'AVANT LA CRISE COVID ?

75% déclarent que le niveau d'activité minière est plus bas qu'avant la crise.

Néanmoins, un acteur relève que l'existence d'activités de contrebande est à prendre en compte et peut fausser cette perception.

ii. Comment diriez-vous que le niveau de l'activité minière se compare par rapport à celui de l'ANNÉE DERNIÈRE À LA MÊME ÉPOQUE ?

75% déclarent que le niveau d'activité minière est plus bas que l'an passé.

b. Financement de l'EMAPE (niveaux, méthodes, acteurs)

Selon 75% des répondants, le COVID-19 a influencé négativement le financement de l'EMAPE.

- Le niveau de financement avec baissé ainsi que le nombre d'acteurs qui participaient au financement du secteur (notamment étrangers ou financements extérieurs du fait de la fermeture des frontières).
- Dans le Centre Ouest, avec l'arrêt des activités tout a été stoppé et aucun financement n'était donc possible.
- Le vendeur de marchandises (Ouest, Bobodioulasso) interrogé ne déclare cependant aucun changement, surtout au niveau des comptoirs d'achats.

c. Prix des minéraux au niveau des mines

75% ont noté une chute du prix de l'or (jusqu'à 12000 FCFA le gramme).

i. FACULTATIF SI VOUS LE SAVEZ : Prix déclarés au niveau des sites miniers par minéral avec variation en % par rapport au mois précédent (en USD si possible, sinon indiquez pour les pierres précieuses si une augmentation une diminution ou un prix stable est perçu).

- Deux acteurs ont déclarés une chute d'environ 60 % (Sud Ouest) et 50% (Ouest) du prix de l'or.
- Un acteur (Ouagadougou) déclare une appréciation du prix d'environ 40% par rapport au mois passé.

- ii. **FACULTATIF SI VOUS LE SAVEZ : Niveaux de prix du centre d'échange déclarés par minéral avec variation en % par rapport au mois précédent** (en USD si possible, sinon indiquez seulement si une augmentation une diminution ou un prix stable est perçu).
Pas de réponses.

d. Systèmes Légaux de Commerce et d'Exportation

La majorité (5 sur 8) déclare que les système légaux on été plus utilisé qu'usuellement, voir les plus utilisés en cette période. Le commerçant explique que le système légal avait en effet l'avantage, tandis que le représentant du syndicat de artisans miniers, basé dans le Centre Ouest, déclare que les systèmes légaux étaient la seule option.

La moitié déclare cependant que les systèmes informels et illicites fonctionnaient toujours autant en parallèle, dont 3 déclarant que les systèmes légaux étaient peu voir pas utilisés.

e. Systèmes de Commerce Informel et Illicite

- La moitié déclare que les systèmes de commerce informel et illicite étaient peu utilisés (moins) voir quasiment inexistant en cette période, notamment du fait de la fermeture des frontières.
- 3 répondants déclarent que le système informel et illicite était plus utilisé, notamment du fait que les mesures barrières rendaient difficile le passage par les systèmes légaux.

i. Diriez-vous que le niveau de la contrebande est comparable à celui d'avant la crise COVID ?

- 50% déclarent (du Centre et Centre Ouest) que le niveau de contrebande est plus bas qu'avant la crise du COVID.
- 25% déclarent que ce niveau est plus élevé (du Sud Ouest et du Centre)
- 1 acteur a déclaré que le niveau était le même.